



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 265
(Privé)

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal

Présentation

Présenté par
M. Claude Dauphin
Député de Marquette

Éditeur officiel du Québec
1989

Projet de loi 265

(Privé)

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal

ATTENDU qu'il y a lieu d'accorder certains pouvoirs à la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, créée par le décret du ministre des Affaires municipales, publié à la *Gazette officielle du Québec* le 25 mai 1985;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 468.10 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié, pour la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° le lieu de son siège social, qui peut être situé ailleurs que dans le territoire d'une des municipalités parties à l'entente; ».

2. Cette loi est modifiée pour la régie par l'insertion, après l'article 468.16, des suivants :

« **468.16.1** Le conseil d'administration de la régie peut, par règlement adopté à la majorité des deux tiers des voix, constituer un comité exécutif de sept membres. Dans ce cas, les pouvoirs de la régie sont exercés par le conseil d'administration sauf quant aux matières du ressort du comité exécutif.

« **468.16.2** Le président de la régie est d'office président du comité. Les autres membres du comité sont nommés par résolution du conseil d'administration parmi ses membres, pour un mandat d'un an qui est renouvelable.

« **468.16.3** Le quorum du comité est de quatre membres.

« **468.16.4** Le secrétaire de la régie est d'office secrétaire du comité.

« **468.16.5** Les pouvoirs du comité sont les suivants :

1° accepter pour les fins de la régie, toute cession de biens meubles ou immeubles à titre gratuit ;

2° annuler tout solde de crédits mis à sa disposition quand les fins pour lesquelles ces crédits ont été votés sont réalisées ;

3° adopter des résolutions concernant toute matière litigieuse et donner aux avocats de la régie les instructions appropriées concernant ces matières ;

4° avec l'approbation préalable du ministre des Affaires municipales, prescrire des méthodes et procédés comptables uniformes applicables aux municipalités membres de la régie dans toute matière de la compétence de la régie ;

5° autoriser la conclusion d'un contrat en vue de permettre à la régie de posséder, d'acquérir ou d'utiliser, pendant l'exécution de travaux de sa compétence, une servitude ou un autre droit nécessaire ou utile à cette exécution ;

6° radier des livres de comptes de la régie une créance irrécouvrable en fait ou en droit, selon un rapport du trésorier ;

7° nommer tous les fonctionnaires ou employés de la régie et fixer leurs traitements et leurs conditions de travail ;

8° autoriser le paiement de toutes les sommes dues par la régie, en observant les formalités, restrictions et conditions applicables à la régie.

« **468.16.6** Les crédits votés par le conseil d'administration de la régie, soit par voie de budget, soit à même les emprunts autorisés, soit autrement, restent à la disposition du comité exécutif qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du conseil d'administration.

« **468.16.7** Le comité exécutif peut, avec l'approbation du conseil d'administration, adopter un règlement relatif à sa régie interne.

«**468.16.3** Le comité exécutif peut adjuger tout contrat de services professionnels quel qu'en soit le montant et tout autre contrat comportant une dépense inférieure à 50 000 \$.

Cependant, lorsqu'il comporte une dépense excédant 5 000 \$ mais inférieure à 50 000 \$, un contrat d'assurance ou un contrat pour l'exécution de travaux ou la fourniture de matériel ou de matériaux ou pour la fourniture de services autres que des services professionnels ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions faite par voie d'invitation écrite, selon le cas, auprès d'au moins deux entrepreneurs, deux fournisseurs ou deux assureurs.

Aux fins du deuxième alinéa, un contrat pour la fourniture de matériel s'entend aussi de tout contrat de location d'équipement assorti d'une option d'achat.

Le comité exécutif peut adjuger, après demande de soumissions publiques par annonce dans un journal diffusé dans le territoire de la régie, un contrat visé aux deuxième et troisième alinéas qui comporte une dépense d'au moins 50 000 \$. Les paragraphes 2° à 8° de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes s'appliquent aux fins du présent alinéa. ».

3. L'article 468.34 de cette loi est modifié pour la régie par le remplacement dans la première ligne du troisième alinéa du mot « règlement » par le mot « résolution ».

4. La régie est autorisée à indemniser toute municipalité où est situé un lieu d'élimination de déchets pour compenser certains inconvénients dus à ce lieu d'élimination. L'indemnité doit être approuvée par la Commission municipale du Québec.

5. L'article 2 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1988, chapitre 93) est remplacé par le suivant :

«**2.** Tous les déchets des municipalités de la régie appartiennent à la régie. ».

6. L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement à la quatrième ligne du nombre « 25 » par le nombre « 29 ».

7. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).